

DÉLINQUANCE SEXUELLE

La Gendarmerie nationale
tire la sonnette d'alarme

Le phénomène des agressions sexuelles sur mineurs prend des proportions importantes depuis quelques années. Un phénomène qui interpelle la vigilance de tous.

Wassila Z. - Alger (Le Soir) - Dans une étude réalisée par la Gendarmerie nationale, 249 agressions sexuelles sont enregistrées pour le premier trimestre 2008. Il s'agit uniquement des affaires traitées par la Gendarmerie nationale.

Ces crimes commis sur des enfants sont imputés en grande partie «à l'invasion culturelle (internet, chaînes satellitaires avec tout ce que ces médias contiennent comme programmes incitatifs), au chômage et au désœuvrement social».

Mais également à l'éclatement de la cellule familiale. L'étude en question démontre le nombre des mineurs victimes d'agressions sexuelles, sous diverses formes, durant les deux dernières années et le premier tri-

mestre de l'année en cours. Pour 2007, les services de la Gendarmerie nationale ont enregistré un nombre total de 716 victimes d'agressions sexuelles. Ainsi, on dénombre 457 cas d'attentats à la pudeur, 134 viols, 135 incitations à la débauche et 4 enlèvements suivis de viol. En 2006, 473 attentats à la pudeur, 134 viols, 135 incitations à la débauche et 4 enlèvements suivis de viol ont été signalés.

Inceste et actes contre nature ont doublé en l'espace d'une année. Quatre mineurs ont été victimes d'acte contre nature en 2007 alors que les affaires d'inceste ont atteint le nombre de 12.

Les enquêtes des services de la Gendarmerie nationale ont permis l'arrestation de 1725 per-

sonnes impliquées dans 1 341 affaires pour la seule année 2006.

Des statistiques en légère baisse pour l'année 2007, puisqu'on enregistre 1 295 affaires traitées et 1 524 auteurs d'agressions. «Entre le 1^{er} janvier et le 28 mars 2008, la Gendarmerie nationale a recensé 249 crimes d'agressions sexuelles, dont 112 à l'égard de mineurs», précise le lieutenant Abrous Sihem, auteur de l'étude.

Les victimes de sexe féminin viennent en tête de liste avec 153 victimes dont 70 cas de viol, 61 affaires d'attentat à la pudeur, 2 cas d'inceste et 12 autres d'incitation à la débauche. Et contrairement aux idées reçues, ce sont les enfants de sexe masculin qui sont les plus sujets aux actes d'attentat à la pudeur avec 85% de cas.

L'étude relève que la majorité des agresseurs sont des chômeurs (1 356

en 2007 et 377 en 2008). En seconde et troisième position arrivent les mineurs et les employés. Il est à signaler, par ailleurs, que parmi les auteurs ou les personnes impliquées, figurent des femmes. Concernant l'attentat à la pudeur, dans 234 cas, 64 auteurs sont des mineurs, dont 28 filles.

D'après les statistiques de la Gendarmerie nationale, ce fléau aurait touché les différentes wilayas du pays, sans spécificité.

Les actes d'attentat à la pudeur dominent dans les wilayas d'Oum el Bouaghi, Mostaganem, Tipaza, Ouargla, Skikda, Chlef et Oran. Quant au viol, il est répandu dans la capitale, Oran, Sétif... Face à ces chiffres, la Gendarmerie nationale tire la sonnette d'alarme.

Famille, école et institutions concernées doivent axer leurs efforts sur le rôle préventif de la sensibilisation.

W. Z.

LE MINISTRE DE L'ÉNERGIE CHAKIB KHELIL
Y PRENDRA PARTLa deuxième conférence de l'Afrolac
s'ouvre le 2 avril à Cancun

La deuxième conférence des ministres de l'Energie d'Afrique et d'Amérique latine et Caraïbes (Afrolac II) se tiendra les 2 et 3 avril 2008 dans la ville de Cancun, au Mexique.

Cherif Bennaceur - Alger (Le Soir) - Cette deuxième conférence se tient sous le thème «enjeux et opportunités de l'énergie en Afrique, Amérique latine et Caraïbes, ouvrant l'accès à l'énergie et à la sécurité énergétique».

Elle regroupera un grand nombre de ministres de l'Energie du continent africain, de l'Amérique latine et des Caraïbes et des représentants de l'Afrec (commission africaine de l'énergie), l'Olade (Organisation de l'Amérique latine pour l'énergie) et d'autres organisations internationales. Impulsée par l'Algérie, la première édition de cette conférence (Afrolac I) s'est tenue à Alger les 12 et 13 février 2004.

Elle avait été sanctionnée par la Déclaration d'Alger qui a boosté la



Chakib Khelil.

Photo : Samir Sid

coopération énergétique entre les deux continents, concernant notamment le développement des ressources humaines, l'échange d'expériences et d'informations énergétiques et la coopération dans le domaine institutionnel. Mais aussi la promotion des investissements et la création de partenariats, la mobilisation des ressources financières

pour le développement des projets énergétiques ainsi que la maîtrise de l'énergie, le développement des énergies renouvelables et l'hydroélectricité et la protection de l'environnement.

Le ministre algérien de l'Energie et des Mines, Chakib Khelil, participera à cette seconde conférence et présidera les travaux d'une session consacrée à l'incrémentation de la

sécurité énergétique. Dans le cadre d'une visite au Mexique du 1^{er} au 5 avril 2008, Chakib Khelil aura des entretiens avec son homologue mexicain, la secrétaire à l'Energie Georgina Kessel. Cette visite sera également l'occasion d'inaugurer une statue de l'émir Abdelkader sur une artère principale de la capitale Mexico.

C. B.

TRANSITION
ÉCONOMIQUE
EN POLOGNELes clés
de la réussite

Pays européen de l'ancien bloc socialiste, la Pologne a globalement réussi sa transition d'une économie étatique vers une économie de marché, c'est-à-dire de type libéral. Une réussite qui lui vaut, en la matière, de s'ériger en modèle. Le professeur Kolodko, ancien vice-Premier ministre et ministre des Finances de la République de Pologne, est revenu hier, à l'occasion d'une conférence à l'ISGP de Bordj El Kiffan, sur l'essentiel des étapes que le pays a eu à franchir avant d'accomplir, au bout, son adhésion à l'Union européenne (UE).

Sofiane Aït Iflis Alger (Le Soir) - Le processus de transformation que la République de Pologne a eu à accomplir a été des plus complexes. Il fallait, en effet, pour ce pays anciennement intégré au bloc socialiste, asseoir les mécanismes de transition d'une économie planifiée fortement bureaucratisée vers une économie de marché, et, simultanément, conduire le passage du système du parti unique vers un système parlementaire démocratique.

Ces deux grands chantiers se sont accompagnés d'un travail en profondeur et qui a ciblé le changement des mentalités. Pour le professeur Kolodko, la réussite, en dépit de la complexité, a découlé dans une large mesure du fait que la Pologne savait où elle était et savait aussi où elle voulait aller. La destination bien évidemment était l'adhésion à l'Union européenne. Kolodko a souligné, ce disant, que l'Algérie ne bénéficie pas de l'avantage de savoir où aller. La remarque vaut parce qu'elle met en exergue l'importance de savoir exactement vers quel modèle économique l'on désire s'acheminer et de choisir, en conséquence, une stratégie sur laquelle reposerait la transformation. Le professeur, qui était aux commandes du secteur des finances de son pays, a fait savoir que pour les besoins de transition de la Pologne, le Parlement, entre 1994 et 2000, a voté pas moins de 200 lois concernant le processus économique. Ces lois situaient, entre autres, le cadre juridique dans lequel devaient intervenir les privatisations, considérées par Kolodko comme l'élément moteur de cette transition. En 20 ans, La Pologne a inversé totalement la courbe d'implantation des secteurs public et privé.

Aujourd'hui, le secteur privé représente 80% du secteur économique contre 20% seulement encore détenus par l'Etat. La situation était inverse il y a 20 ans. Le professeur Kolodko a fait remarquer que le processus de privatisation a été long. Seulement, s'il a été conduit avec justesse et réussite, c'est parce qu'il a associé aussi bien les capitaux nationaux qu'étrangers. A tel point d'ailleurs qu'aujourd'hui, la capitalisation des banques en Pologne est à 70% étrangère. C'est assez élevé comparativement à l'Allemagne (4%). Kolodko a averti, par ailleurs, que ces transformations s'accompagnent inévitablement de phases de récession.

La Pologne n'y a pas échappé. En Russie et en Ukraine, la récession est de 60%, alors qu'en Pologne, elle n'a été que de 20% et pour une courte période de 3 ans. La raison à cela est que, selon Kolodko, la Pologne a commis moins d'erreurs mais aussi a eu de meilleures conditions de démarrage. L'accomplissement de la transition en Pologne s'est cependant faite en cinq étapes.

Il y a eu d'abord la pré-transition de la décennie 1970-1980 et ensuite une période dite de choc sans thérapie (1989-1993), c'est-à-dire une forte libéralisation du commerce qui généra une très forte dévaluation. Après cela, la Pologne a dû penser une stratégie (1994-1997) avant que n'intervienne une période de refroidissement ou de ralentissement (1998-2001). La réforme financière reprise entre 2002 et 2004 allait booster le processus de transition.

Cela dit, la Pologne, membre de l'UE depuis 4 ans, reste confrontée à des problèmes en matière de système de santé, de retraite et de sécurité sociale.

La Pologne était à la fin des années 1980 un pays en cessation de paiement. Il croulait sous le poids d'une dette de l'ordre de 40 milliards de dollars. La moitié de cette dette a été effacée. Aujourd'hui, la Pologne bénéficie d'un apport en investissements étrangers oscillant entre 80 et 90 milliards de dollars. Les capitaux étrangers sont dans la Bourse de Pologne à hauteur de 27%.

S. A. I.